

**Assemblée générale**

Soixante-treizième session

Documents officiels

Distr. générale
4 janvier 2019
Français
Original : anglais

**Commission des questions politiques spéciales
et de la décolonisation (Quatrième Commission)****Compte rendu analytique de la 25^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 12 novembre 2018, à 10 heures

Président : M. Goldea (Vice-Président). (Hongrie)**Sommaire**

Point 54 de l'ordre du jour : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour
les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

18-19125X (F)



Merci de recycler



En l'absence de M. Kemayah (Libéria), M. Goldea (Hongrie), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 heures.

Point 54 de l'ordre du jour : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (suite) (A/73/13, A/73/296, A/73/323, A/73/338, A/73/349 et A/73/482)

1. **M. Mounzer** (République arabe syrienne) dit que la situation des réfugiés de Palestine ne constitue pas une simple question humanitaire, mais revêt également un aspect politique, juridique et éthique. Depuis 1949, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) n'a pas cessé de jouer un rôle important pour atténuer la souffrance de plus de cinq millions de réfugiés de Palestine, qui ont systématiquement été déplacés de leur patrie du fait de l'occupation israélienne. Malheureusement, l'Organisation des Nations Unies n'est toujours pas en mesure d'appliquer la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale ni les autres résolutions relatives à l'occupation des territoires arabes par Israël et aux crimes continus de celui-ci. À l'évidence, cette incapacité a enhardi Israël à persister dans sa politique systématique de déplacement des Palestiniens de leur patrie et de refus de leur accorder le droit au retour.

2. Le Gouvernement syrien continuera de traiter les réfugiés de Palestine comme des citoyens syriens, sans discrimination, tant qu'ils ne pourront pas exercer leur droit au retour. Il ne ménage aucun effort pour les aider à obtenir des moyens de subsistance décents et pour les protéger contre les attaques de groupes terroristes armés, qui ont infiltré les camps de réfugiés et déplacé de nombreux habitants en leur refusant toute aide humanitaire jusqu'à la libération des camps par l'Armée arabe syrienne. Ces attaques font partie d'un plan plus vaste visant à aggraver la dispersion des réfugiés de Palestine pour les empêcher de regagner un jour leurs foyers comme le prévoient les résolutions internationales pertinentes.

3. Israël a toujours été le premier responsable de la situation tragique et des souffrances des Palestiniens en les forçant à fuir de chez eux sous la menace de meurtres et d'actes d'atrocité, de répression et de terrorisme. Il continue de leur refuser avec arrogance le droit de retourner dans leurs foyers et de critiquer l'UNRWA pour l'aide humanitaire que celui-ci leur fournit. L'Office doit s'acquitter de ses tâches et obtenir pour son budget des dons suffisants et réguliers auprès des pays donateurs et de l'Organisation des Nations Unies. À cet égard, le Gouvernement syrien a apporté en 2017

une contribution de 58 milliards de livres syriennes à l'aide aux réfugiés qui vivent en Syrie. De même, il a fourni à l'UNRWA toute l'assistance nécessaire pour que celui-ci s'acquitte de ses fonctions. Le Gouvernement syrien rejette catégoriquement toute possibilité qui mettrait fin aux services sanitaires, éducatifs ou sociaux de l'UNRWA, ce qui constituerait une violation du droit international, de même que tout transfert de ces services au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ou à tout autre organe relevant de l'Organisation des Nations Unies. Par ailleurs, le Secrétaire général doit s'employer immédiatement à combler le déficit de l'UNRWA dû à la réduction des dons consentis par certaines parties et doit collaborer avec l'Office pour lui garantir un financement suffisant et durable. L'UNRWA doit continuer de mener son action conformément au mandat que lui confère l'Assemblée générale dans sa résolution 302 (IV) afin d'assurer aux réfugiés de Palestine une indemnisation équitable et la possibilité de retourner dans leurs foyers.

4. **M^{me} Bahous** (Jordanie) dit que l'aspiration à protéger les réfugiés de Palestine, qui est à l'origine de la création de l'UNRWA, se heurte à de nombreux problèmes. La paix et la stabilité au Moyen-Orient sont menacées ; les réfugiés sont toujours privés de leur droit à la prospérité et au retour dans leurs foyers et leurs villages. L'action de l'UNRWA constitue une priorité pour la Jordanie, pays qui abrite le plus grand nombre de réfugiés. Le Gouvernement jordanien continue de tout mettre en œuvre pour mobiliser l'aide politique et financière internationale en faveur de l'UNRWA et permettre ainsi à celui-ci de s'acquitter des tâches que lui a confiées l'Organisation des Nations Unies et de garantir à plus de cinq millions de réfugiés de Palestine leurs droits de vivre dans la dignité, de retourner dans leurs foyers et d'obtenir réparation en application des résolutions internationales, ainsi qu'à plus de 500 000 enfants leurs droits à l'éducation. Le déficit de l'Office pèsera sur la situation humanitaire des réfugiés. Toute réduction des services aggraverait les frustrations et exposerait d'autant plus les jeunes aux sirènes de l'extrémisme. Toutes tentatives visant à saper le rôle de l'UNRWA auront également des répercussions négatives, en particulier en l'absence de perspectives de fin de l'occupation israélienne et de règlement du conflit israélo-palestinien prévoyant deux États qui garantiraient la création d'un État palestinien indépendant et souverain à l'intérieur des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

5. Le statut de réfugié ne saurait être refusé au simple motif que les intéressés ont obtenu la citoyenneté d'un État où ils ont été contraints de s'installer après avoir

été victimes de violations et où ils demeurent dans l'attente que justice soit faite conformément aux résolutions internationales. La Jordanie a accueilli les réfugiés de Palestine et leur a accordé la citoyenneté pour soulager leurs souffrances et leur permettre de vivre dans la dignité. Toutefois, cette situation ne saurait porter préjudice à leurs droits inaliénables, en particulier le droit de retourner à leur propre terre.

6. Les efforts menés par plusieurs États pour combler le déficit financier de l'UNRWA sont louables. La Jordanie ainsi que l'Égypte et la Suède ont coprésidé la Conférence ministérielle extraordinaire tenue à Rome, en Italie, en mars 2018. En coopération avec l'Allemagne, le Japon, la Suède, la Turquie et l'Union européenne, la Jordanie a également organisé en septembre 2018 une réunion ministérielle en marge de l'Assemblée générale pour examiner la question du financement. Ces initiatives ont permis de ramener le déficit de l'UNRWA de 446 millions de dollars à 64 millions de dollars. L'Office a ainsi pu ouvrir des écoles et continuer d'offrir ses services. Néanmoins, le problème persistera dans les années à venir et seules des initiatives concertées et collectives le régleront en permettant de trouver des solutions novatrices pour appuyer l'action capitale de l'UNRWA. Le rôle de celui-ci n'a rien perdu de son importance depuis sa création et demeurera crucial tant qu'une solution équitable n'aura pas réglé la question de Palestine.

7. **M. Naouali** (Tunisie) dit que la délégation tunisienne se félicite des efforts déployés sans relâche par le Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA, ainsi que l'impulsion donnée par le Secrétaire général pour mobiliser les soutiens à l'Office, de même que toutes les initiatives visant à résoudre la crise financière de l'Office. La délégation tunisienne salue également les efforts considérables menés par les pays voisins pour accueillir les réfugiés de Palestine. Face à la montée des risques à Gaza et dans tout le territoire palestinien, qu'y aggrave le manque de ressources, la délégation tunisienne demande instamment à la communauté internationale des donateurs et aux organismes compétents des Nations Unies d'accroître leur appui au renforcement des institutions nationales et à l'amélioration des conditions économiques et sociales du peuple palestinien. Davantage doit être fait pour combler le déficit financier sans précédent de l'Office qui compromet l'activité de ses écoles et son aide humanitaire. L'impossibilité de satisfaire les besoins des réfugiés de Palestine en matière de protection, de secours et d'éducation bouleversera la vie de quelque 5,4 millions de Palestiniens et risque davantage d'inciter les jeunes démunis et frustrés à la radicalisation.

8. Les déplacements forcés, les restrictions à la liberté de circulation, la destruction d'habitations et la perte de perspectives économiques à Gaza et en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, détériorent les conditions de vie des réfugiés de Palestine et gênent la mise en œuvre du mandat de l'UNRWA. La communauté internationale doit ainsi demander instamment à Israël de respecter ses obligations et responsabilités juridiques que lui impose le droit international, notamment son obligation de mettre un terme immédiat et complet à toutes implantations de colonies de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, en application de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité, pour préserver la solution des deux États et inverser les tendances négatives sur le terrain. De plus, la communauté internationale doit dépolitiser le financement de l'action humanitaire pour ne pas compromettre le système de l'aide humanitaire.

9. La Tunisie est déterminée à soulager les souffrances du peuple palestinien, notamment les réfugiés de Palestine, au niveau bilatéral, régional et multilatéral. Il est crucial de transformer la situation socioéconomique et humanitaire des Palestiniens pour parvenir à une solution équitable, durable, complète et pacifique à la question de Palestine conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et à l'Initiative de paix arabe.

10. **M. Saleh Azzam** (Liban) dit que sept décennies de disparitions et de déplacements forcés ont entaché l'occupation israélienne. Des générations de réfugiés ont été privées de leur patrie et de leur droit à la citoyenneté, à la propriété et à une vie décente. La question des réfugiés est chaque année toujours plus d'actualité. De même, les réfugiés redoublent de détermination à exercer leur droit inaliénable à chaque nouvelle génération. Ils se heurtent à des problèmes, mais le droit international n'en est pas moins de leur côté. La délégation libanaise salue les efforts et sacrifices que consentent l'UNRWA et son personnel pour honorer le mandat conféré à l'Office de fournir des services de développement et d'aide humanitaire à plus de cinq millions de réfugiés de Palestine en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne et dans les territoires palestiniens occupés. Néanmoins, les problèmes considérables que la crise de financement pose à l'UNRWA sont préoccupants.

11. Le Liban a été l'un des principaux pays d'accueil des réfugiés de Palestine depuis 1948. Il abrite actuellement 469 000 réfugiés de Palestine outre 54 000 autres personnes immatriculées, selon le Rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine

dans le Proche-Orient (A/73/13). Pays d'accueil et membre du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA, le Liban subit les effets directs de la crise de financement de l'Office et suit de près les difficultés ainsi soulevées. La délégation libanaise déplore la décision des États-Unis d'Amérique de se désolidariser du dernier rapport du Groupe de travail et de se soustraire soudain à leurs responsabilités vis-à-vis des réfugiés de Palestine, en particulier en ne soutenant plus l'Office. Aider ces réfugiés est une responsabilité internationale partagée. Aussi la délégation libanaise salue-t-elle les nombreuses conférences accueillies par divers pays pour faire face à la crise de financement de l'Office. Toutefois, la communauté internationale doit s'engager à fournir un financement durable et prévisible pour veiller à ce que la crise financière de 2018 ne se reproduise pas tous les ans.

12. Depuis sa création, l'UNRWA a satisfait les besoins de millions de réfugiés en matière d'éducation, de soins de santé et de moyens de subsistance. Il a aussi contribué à entretenir le débat sur le droit au retour dans l'attente d'une solution radicale à la question de Palestine reposant sur une paix juste et durable qu'amèneront la fin de l'occupation israélienne et la création d'un État palestinien indépendant à l'intérieur des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, conformément à l'Initiative de paix arabe de 2002 et aux résolutions internationales pertinentes, en particulier la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale. La délégation libanaise condamne les attaques contre le droit au retour, un des principaux piliers de la paix. La délégation condamne une nouvelle fois les implantations israéliennes et tous les agissements des forces d'occupation dirigés contre l'Office, notamment la fermeture de ses bureaux à Jérusalem-Est et les déclarations déléatoires qui contestent le statut des réfugiés, qui vont à l'encontre du droit international et des usages internationaux.

13. **M. Hattrem** (Norvège) dit qu'en 2018, l'UNRWA a fait face à une crise de financement sans précédent dans un contexte de tension accrue dans la région. Deux millions de Palestiniens se retrouvent ainsi dans une situation humanitaire catastrophique. Soumise à de fortes pressions, l'économie palestinienne risque de s'effondrer. En outre, la crise en République arabe syrienne continue d'entraîner le déplacement des réfugiés de Palestine. En l'absence d'un règlement politique du conflit israélo-palestinien, l'UNRWA joue un rôle indispensable en fournissant des services, en offrant des emplois, en contribuant à l'activité économique et en stabilisant la région. Aucune autre

organisation ne peut fournir des services de base aux réfugiés de Palestine les plus vulnérables.

14. La situation financière de l'Office est préoccupante. Le retrait des États-Unis impose aux donateurs de longue date de faire tout leur possible pour en améliorer la viabilité. La délégation norvégienne salue les montants des contributions d'aide des donateurs anciens et nouveaux, ainsi que les vigoureux efforts menés par l'Office pour se réformer et accroître sa rentabilité. Ces décisions difficiles doivent être prises pour maintenir la capacité de l'Office de fournir des services essentiels aux populations les plus vulnérables. À cet égard, le Gouvernement norvégien a alloué des ressources supplémentaires en apportant en 2018 plus de 34 millions de dollars de contribution à l'UNRWA.

15. **M. Mahfouz** (Égypte) dit que le problème est avant tout un problème de caractère humanitaire causé par l'occupation du Territoire palestinien qui entrave la fourniture de services vitaux aux millions de réfugiés de Palestine et l'aide aux États hôtes arabes plongés dans une situation de crise dont ils ne sont pas responsables. La délégation égyptienne déplore profondément la crise de financement qui frappe l'UNRWA. Elle exhorte tous les États à ne pas politiser le problème et à ne pas examiner les questions déjà réglées par le droit international ni les questions relatives au statut final. Tout désaccord sur l'action de l'UNRWA est légitime et peut faire l'objet d'un débat ouvert et transparent. Toutefois, il ne fait pas de doute que l'absence de l'UNRWA peut amener une catastrophe humanitaire et alourdir les charges qu'auront à assumer les États hôtes et la bande de Gaza.

16. L'injustice, provoquée par l'absence de règlement politique, qui frappe les réfugiés de Palestine est bien connue. Il importe toutefois de rappeler que des générations entières sont nées sous l'occupation. L'orateur se demande comment les enfants et jeunes palestiniens peuvent concevoir qu'ils seront privés de leur droit d'accéder aux modestes services fournis par l'UNRWA et comment les dizaines de milliers d'enfants vivant dans des conditions inhumaines à Gaza peuvent concevoir que la communauté internationale ajoutera à leur injustice sans raison apparente et les privera du droit à l'éducation et à la santé. L'orateur salue l'action de tout le personnel de l'UNRWA qui a contribué à sécuriser et stabiliser l'ensemble de la région en venant en aide aux réfugiés de Palestine et en répondant à leurs besoins. La délégation égyptienne exprime sa gratitude aux pays donateurs et salue les nouvelles contributions annoncées pour 2018 qui ont permis à l'UNRWA de poursuivre son action dans la bande de Gaza en dépit de la grave crise de financement. Néanmoins, combler le déficit en 2018 ne garantit pas contre la réapparition

d'un autre déficit en 2019. La délégation égyptienne appuie ainsi toutes les propositions visant à fournir un financement suffisant, durable et prévisible à l'UNRWA, qu'elle s'est efforcée d'obtenir lors de sa présidence de la Commission consultative de l'UNRWA.

17. **M. Al-Muzaini** (Koweït) dit que la délégation koweïtienne se félicite des efforts que mène l'ensemble du personnel de l'UNRWA pour remplir ses devoirs humanitaires dans un environnement non sécurisé où s'accumulent de gros problèmes dans l'accomplissement des obligations de l'Organisation des Nations Unies d'améliorer la situation, qui ne cesse de se détériorer, de plus de cinq millions de réfugiés de Palestine et de leur fournir des services de soins de santé, d'éducation et de secours dans toutes les régions concernées. Soutenir les actions humanitaires constitue un des pivots de la politique extérieure du Koweït. La délégation koweïtienne réaffirme ainsi sa détermination à aider l'UNRWA, en particulier à la lumière de la crise financière sans précédent que l'Office traverse. Le Koweït a apporté 50 millions de dollars pour contribuer à combler le déficit budgétaire catastrophique de l'Office, qui met en péril les programmes et services fournis aux réfugiés de Palestine dans les territoires occupés et les pays hôtes en l'absence de réelle solution apportée par la communauté internationale à la crise, conformément à la responsabilité qui lui incombe d'appuyer les causes humanitaires.

18. Le Rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/73/13) livre un tableau détaillé des souffrances des réfugiés de Palestine provoquées par le contrôle que la Puissance occupante n'a cessé d'exercer sur tous les aspects de la vie quotidienne dans les camps de réfugiés. La délégation koweïtienne enjoint une nouvelle fois à la communauté internationale de s'employer de bonne foi à faire cesser la souffrance des populations et à faire pression sur Israël pour l'amener à se conformer à toutes les résolutions internationales pertinentes et à honorer ses engagements en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Israël doit lever le blocus de Gaza ainsi que toutes restrictions à la liberté de circulation des biens et des personnes dans les territoires occupés dans l'attente d'un règlement juste, permanent et global de la question de Palestine conformément aux résolutions internationales, au principe de l'échange de territoires contre la paix, à la feuille de route du Quatuor et à l'Initiative de paix arabe, qui exigent un retrait d'Israël de tous les territoires palestiniens, syriens et libanais jusqu'aux frontières de 1967, ainsi que le règlement de

toutes les questions relatives au statut final afin d'assurer au peuple palestinien l'exercice de ses droits légitimes, notamment le droit à l'autodétermination et à l'instauration d'un État indépendant, avec Jérusalem-Est pour capitale.

19. **M^{me} Pereira Sotomayor** (Équateur) dit que la délégation équatorienne félicite tout le personnel de l'UNRWA pour le zèle et les efforts constants qu'il déploie pour maintenir la fourniture des services courants et d'urgence de l'Office dans des conditions opérationnelles extrêmes. L'UNRWA ne sera plus nécessaire une fois atteint un règlement pacifique, négocié, définitif et équitable de la question de Palestine, fondé sur la solution des deux États. La délégation équatorienne rend hommage au rôle crucial joué par l'Office depuis sa création en 1949 pour améliorer la situation difficile des réfugiés de Palestine grâce à la fourniture de services éducatifs, sanitaires, d'assistance sociale et d'urgence. La délégation équatorienne salue l'action que l'Office mène sans relâche dans les infrastructures, le microfinancement et la protection. Le bon fonctionnement de l'Office est essentiel pour le bien-être, le développement humain et la protection des réfugiés de Palestine. La délégation équatorienne se félicite de l'action que mène la communauté internationale pour garantir la poursuite des programmes essentiels de l'Office en 2018.

20. La réduction des contributions volontaires de son principal donateur aggrave le manque de financement de l'UNRWA. La fragilité financière qui en résulte fait d'autant plus craindre aux réfugiés que la communauté internationale ne soit pas en mesure de satisfaire leurs besoins les plus fondamentaux et de veiller à ne pas les laisser de côté. Selon le rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA (A/73/349), le chiffre actuel des 5,3 millions de réfugiés de Palestine, soit 25 % des réfugiés dans le monde, devrait monter à 6,4 millions d'ici 2020. Ainsi, ce problème continue d'être un sujet d'intérêt à vocation humaniste. La délégation équatorienne appuie l'action en cours de l'Organisation des Nations Unies qui vise à garantir à tous les réfugiés de Palestine l'exercice de leur droit de retourner dans leurs foyers en application des nombreuses résolutions de l'Assemblée générale, notamment la résolution 72/81.

21. **M. Ashby** (Australie) dit que la délégation australienne attache un grand prix au rôle que l'UNRWA joue sans relâche pour fournir des services vitaux et une aide humanitaire à plus de cinq millions de réfugiés de Palestine en Cisjordanie, dans la bande de Gaza, en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne. Ces services jouent aussi un rôle crucial pour maintenir une certaine stabilité dans cette région sensible. Le

personnel de l'UNRWA doit être en mesure de mener son action à l'abri du harcèlement et des violences. La délégation australienne félicite l'UNRWA pour sa gestion de l'incertitude budgétaire, ainsi que les donateurs qui ont en 2018 apporté de nouveaux financements ou assuré les financements existants à l'appui de l'Office. Toutefois, l'UNRWA doit continuer de s'adresser à des donateurs nouveaux ou non traditionnels ainsi qu'à des acteurs privés pour être moins dépendant du premier cercle de ses donateurs traditionnels. Le Gouvernement australien a contribué à l'UNRWA pendant plus de 50 ans et son engagement pluriannuel de plus de 80 millions de dollars permettra à l'Office de planifier son action. La délégation australienne encourage les autres donateurs à envisager à leur tour des accords de financement pluriannuels.

22. La neutralité de l'UNRWA est l'un de ses principaux atouts et est essentielle pour sa viabilité. L'UNRWA a pris des mesures constructives à cet égard et doit redoubler d'efforts pour améliorer ses fonctions de contrôle interne. L'avenir des réfugiés de Palestine repose en définitive sur une solution politique garantissant la coexistence pacifique et sûre entre Israël et un État palestinien à l'intérieur de frontières reconnues au plan international. Le Gouvernement australien exhorte les parties à reprendre sans plus tarder des négociations directes dans ce sens.

23. **M. Vieira** (Brésil) dit que l'UNRWA joue un rôle vital dans la fourniture de services de base, notamment sanitaires et éducatifs, à quelque 5,3 millions de réfugiés. En allégeant les souffrances et en inspirant un espoir ô combien nécessaire, l'UNRWA contribue à stabiliser et pacifier la région. C'est ainsi que la crise financière qu'il traverse actuellement concerne la communauté internationale tout entière. En tant que membre de la Commission consultative de l'Office, le Brésil est favorable à un financement plus adéquat, prévisible et durable de l'Office, dont les coûts opérationnels essentiels sont à imputer sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Cette proposition a été approuvée par le Secrétaire général et par une large majorité des États Membres de tous les groupes régionaux. Ainsi, la délégation brésilienne espère que l'Assemblée générale sera bientôt à même d'adopter une résolution à cet égard. La délégation brésilienne réaffirme son engagement en faveur de l'UNRWA et de son mandat, et se déclare de nouveau convaincue que seule la solution des deux États, avec la Palestine et Israël vivant côte à côte dans la paix et la sécurité à l'intérieur de frontières internationalement reconnues, apportera une paix durable à la région.

24. **M^{me} Oku** (Japon) dit que la délégation japonaise apprécie particulièrement l'action menée par l'UNRWA

pour fournir les services nécessaires aux réfugiés de Palestine qui vivent dans des conditions toujours plus difficiles. De même, la délégation attache une grande valeur au rôle vital que l'Office joue pour préserver la stabilité au Moyen-Orient. En septembre 2018, le Japon a coorganisé une réunion ministérielle pour examiner la situation financière de l'Office. Les participants y ont annoncé des contributions supplémentaires qui ont permis de ramener le déficit de financement à 64 millions de dollars. Le Japon a également annoncé une contribution supplémentaire de 4,5 millions de dollars pour appuyer des projets de production d'énergie solaire à Gaza, portant ainsi le total de ses contributions pour 2018 à 45 millions de dollars environ. La délégation japonaise espère que l'Office dispensera un enseignement impartial et équilibré dans le cadre de ses programmes éducatifs pour aider à préparer la nouvelle génération à la paix et à la stabilité et non à la confrontation.

25. Des initiatives collectives de la communauté internationale ont permis à l'UNRWA de poursuivre son action jusqu'à fin 2018. La situation de l'Office sur le plan du financement demeure toutefois incertaine pour 2019. La délégation japonaise recommande instamment à l'Office de continuer d'améliorer son efficacité et de réduire ses coûts pour garantir le respect du principe de responsabilité et la transparence. L'Office doit également continuer d'entreprendre ses réformes de gestion pour assurer sa viabilité et ainsi attirer les donateurs. L'Office a reconnu la nécessité d'élargir sa base de donateurs et de promouvoir la participation du secteur privé. Il a fait preuve de créativité dans sa recherche de nouveaux moyens de lever des fonds qui, si tout va bien, offriront un financement fiable à l'avenir. Dans le souci d'élargir la base des donateurs de l'Office, le Japon et la Thaïlande ont coprésidé en juin 2018 la troisième réunion ministérielle de la Conférence sur la coopération entre les pays d'Asie de l'Est pour le développement de la Palestine. En outre, l'UNRWA a lancé un nouveau projet de financement participatif en coopération avec le secteur privé japonais. Le Gouvernement japonais continue d'aider les réfugiés de Palestine en coopération avec la communauté internationale. Il est prêt à étudier comment l'UNRWA peut améliorer son efficacité et élargir sa base de donateurs pour aller de l'avant dans la réalisation de son importante mission.

26. **M. Keçeli** (Turquie) dit que le personnel de l'Office s'emploie dans des conditions très difficiles à fournir des services essentiels aux réfugiés de Palestine afin que ceux-ci puissent exercer leurs droits fondamentaux. L'Office joue également un rôle essentiel pour stabiliser la région. Aussi serait-il tout

bonnement injuste d'ignorer son action. La délégation turque emploie de son mieux sa présidence de la Commission consultative et du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA pour venir en aide à l'Office. En 2018, le Gouvernement turc a augmenté son assistance financière et son aide en nature et s'est attaché à mobiliser la communauté internationale à cet égard. La Turquie a organisé une réunion à l'occasion de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale, en partenariat avec le Japon, la Jordanie et d'autres États. En 2017, la Turquie et la Suisse ont mis en place un comité directeur qui a recommandé la création d'un fonds de dotation de la Banque mondiale et d'un fonds waqf géré par la Banque islamique de développement.

27. Le débat politique autour de l'UNRWA résulte d'une tentative de discréditer l'Office et d'ôter toute légitimité aux droits des réfugiés de Palestine. Le mandat de l'Office est clair. Toutes redéfinitions ou remises en question des droits des réfugiés de Palestine n'ont donc aucun fondement juridique. En 2019, l'Assemblée générale examinera la prorogation de ce mandat. La délégation turque encourage tous les États Membres à appuyer la poursuite de l'action de l'Office sans modification de son mandat.

28. **M. Kumar** (Inde) dit qu'en 2018, le Gouvernement indien a porté à cinq millions de dollars sa contribution financière annuelle à l'UNRWA, montant qu'il entend reconduire en 2019. Dans le cadre de ses programmes de renforcement des capacités en cours axés sur les institutions, les services et la formation du personnel en Palestine, le Gouvernement indien offre chaque année à 150 Palestiniens la possibilité de participer au Programme indien de coopération technique et économique. En outre, le Conseil indien des relations culturelles accorde 100 bourses à des étudiants méritants, auxquelles les réfugiés de Palestine peuvent également prétendre. En 2017, le Gouvernement indien a lancé un programme annuel d'échanges pour la jeunesse avec la Palestine. Le nombre de participants, en comptant les réfugiés de Palestine, a doublé en 2018. Dix-sept accords de partenariat indo-palestinien pour le développement ont été conclus dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'informatique, des affaires relatives à la jeunesse, des affaires consulaires, de l'autonomisation des femmes et des médias. De même, environ 70 millions de dollars d'aide financière et d'assistance aux projets ont été fournis sur une période de cinq ans.

29. L'UNRWA est responsable du bien-être de 5,4 millions de réfugiés de Palestine, mais ses ressources proviennent toutes de contributions volontaires de quelques donateurs seulement. Aussi

même les services essentiels risquent-ils d'être interrompus, notamment dans l'éducation, la santé et l'aide aux groupes les plus vulnérables. La délégation indienne se félicite de la réponse des donateurs apportée pour garantir le maintien de ces services, laquelle a provisoirement réduit le déficit financier. La délégation indienne espère que les membres de la Commission consultative de l'Office augmenteront leurs contributions autant que de besoin pour satisfaire à l'obligation à laquelle ils sont tenus d'avoir contribué à hauteur de 15 millions de dollars au cours des trois années précédentes. En outre, le Commissaire général doit intensifier les mesures qui visent à améliorer l'efficacité et qui ont déjà permis d'épargner quelque 100 millions de dollars. Toutefois, les mesures d'austérité ne constituent pas le seul moyen pour l'UNRWA de s'acquitter de son mandat. Un financement adéquat, prévisible et durable est également nécessaire. L'allocation de ressources supplémentaires provenant du budget ordinaire est à envisager. La délégation indienne recommande instamment aux autres donateurs traditionnels de prévoir une hausse de leurs contributions et exhorte les États Membres non donateurs à envisager d'apporter une contribution comme témoignage concret de leur indéfectible solidarité à l'égard des réfugiés de Palestine.

30. **M. Atan** (Malaisie) dit que la détérioration de la situation dans le Territoire palestinien occupé, en particulier à Jérusalem-Est et dans la bande de Gaza, continue de menacer gravement la survie du peuple palestinien, notamment les réfugiés de Palestine. En outre, les violences armées font craindre que l'Office ne soit moins à même de fournir ses services essentiels dans des conditions de sécurité, notamment dans la santé et l'éducation. La délégation malaisienne assure une nouvelle fois l'UNRWA de son indéfectible soutien pour aider et protéger les plus de cinq millions de réfugiés de Palestine et défendre leur cause. La délégation demeure inébranlable dans l'aide qu'elle apporte aux Palestiniens pour les rétablir dans leurs droits inaliénables, notamment le droit à la création d'un État de Palestine souverain et indépendant à l'intérieur des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Fervent partisan de la cause palestinienne à laquelle il contribue régulièrement, le Gouvernement malaisien a offert une assistance financière et une aide en nature, en particulier à la reconstruction et au relèvement des communautés palestiniennes. Les organisations non gouvernementales malésiennes portent aussi régulièrement secours au peuple palestinien. La délégation malaisienne continuera de collaborer étroitement avec l'UNRWA et toutes les parties concernées pour atténuer les souffrances des

réfugiés et garantir la préservation et la protection des droits des Palestiniens les plus vulnérables.

31. **M^{me} Krisnamurthi** (Indonésie) déplore que plus de 5,2 millions de réfugiés de Palestine subissent les conséquences de l'impasse politique où se trouve actuellement la question de Palestine. La délégation indonésienne dénonce une nouvelle fois la politisation dont l'action de l'Office fait l'objet ; les réfugiés ne devraient jamais servir de monnaie d'échange sur un échiquier politique. La dimension mondiale du problème des réfugiés confère à l'Organisation des Nations Unies la responsabilité d'assurer un financement adéquat, prévisible et durable de l'UNRWA. La communauté internationale doit faire face à ces problèmes dans la mesure où elle n'a garanti aux réfugiés de Palestine ni le droit au retour ni le droit de vivre en paix et dans la dignité.

32. Les finances de l'Office étaient déjà dans une situation catastrophique lorsque les États-Unis d'Amérique ont creusé son déficit à 446 millions de dollars en réduisant leurs contributions de 300 millions de dollars. L'extraordinaire réaction de ses partenaires a permis à l'Office de dégager 238 millions de dollars en six mois, quand l'Organisation des Nations Unies n'a pu apporter qu'une contribution minimum de 6 %. Elle doit faire davantage. En août 2018, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a déclaré qu'il ne financerait plus l'UNRWA, au rebours de sa tradition d'aide aux réfugiés, en aggravant ainsi la situation de l'Office. Les engagements de la communauté internationale sont primordiaux pour faire face aux difficultés financières de nombreuses institutions humanitaires internationales. C'est ainsi que l'Indonésie a augmenté en 2018 sa contribution à l'UNRWAE. La population et le Gouvernement indonésien ont contribué pour approximativement 1,36 million de dollars à plusieurs projets, notamment la création d'un centre de cardiologie indonésien à Gaza et divers programmes de renforcement des capacités. En outre, la communauté internationale et l'UNRWA doivent s'enquérir de moyens novateurs pour renforcer la capacité de l'Office dont l'action bénéficiera grandement d'une collaboration plus resserrée avec divers partenaires, notamment le secteur privé, la société civile et les philanthropes.

33. **M. Yao Shaojun** (Chine) dit que l'UNRWA défend les droits et la dignité de 5,3 millions de réfugiés de Palestine et atténue les pressions qui s'exercent sur les pays hôtes en offrant des services aux réfugiés, notamment sanitaires et éducatifs. De même, l'Office contribue activement à promouvoir la paix et la stabilité régionales ainsi qu'à contrer la diffusion de l'extrémisme et du terrorisme. Face à une demande

d'aide humanitaire en hausse, l'UNRWA s'est appliqué à améliorer l'efficacité de son action et à surmonter son sous-financement et les restrictions à la liberté de circulation. Néanmoins, la communauté internationale doit continuer d'accroître son aide politique et financière à l'Office et d'assurer à celui-ci un financement plus adéquat, prévisible et durable. À cet égard, la délégation chinoise se félicite de la hausse des contributions de diverses parties en 2018 et exhorte toutes les parties à intensifier leur aide. La Chine a contribué à l'action de l'UNRWA pendant plus de 30 ans et a également aidé les réfugiés de Palestine dans un cadre bilatéral, notamment en appuyant des projets de secours menés dans les pays hôtes. En 2018, le Gouvernement chinois a fait un don supplémentaire de 2 millions de dollars en complément de sa contribution annuelle de 350 000 dollars.

34. L'instabilité et la volatilité qui ont récemment agité le Moyen-Orient ont aggravé les problèmes sécuritaires et humanitaires en Palestine, en particulier dans la bande de Gaza. De même, les pays hôtes subissent des pressions économiques et sociales considérables. Toutes les parties doivent intensifier leur aide aux pays hôtes. De son côté, Israël doit coopérer avec l'aide internationale en levant le blocus de la bande de Gaza. La réconciliation nationale palestinienne en cours contribuera également à atténuer la crise humanitaire à Gaza. La question des réfugiés de Palestine peut être réglée seulement si la paix est instaurée entre la Palestine et Israël. La Chine appuie fermement la solution des deux États et la juste cause du peuple palestinien qui cherche à recouvrer ses droits légitimes.

35. **M. Umar** (Nigéria) dit que la délégation nigériane appelle à un règlement juste et rapide de la question persistante des réfugiés de Palestine conformément au droit international et aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, dont la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale. La situation humanitaire alarmante dans la bande de Gaza et le quasi-effondrement des infrastructures, causés par le blocus et l'action militaire d'Israël, devraient être une source grave de préoccupation pour la communauté internationale. La liberté de circulation, les droits fondamentaux et la dignité de tous les Palestiniens, notamment les réfugiés, sont à respecter conformément au droit international humanitaire et aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, notamment la résolution 1860 (2009) du Conseil de sécurité.

36. La question des réfugiés de Palestine peut être réglée dans le seul cadre d'une paix plus large au Moyen-Orient. La délégation nigériane exhorte ainsi

toutes les parties à collaborer étroitement avec l'Organisation des Nations Unies et ses organismes à la réalisation de l'objectif commun d'une solution des deux États, avec Israël et la Palestine vivant côte à côte sur la base des frontières d'avant 1967. La délégation nigériane convie également tous les États qui peuvent user de leur influence sur les parties concernées à encourager celles-ci à reprendre le dialogue sur la base des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, des principes de Madrid, de la feuille de route du Quatuor, de l'Initiative de paix arabe et des autres accords existants. De plus, la délégation nigériane encourage Israël à prendre des mesures concrètes pour geler et inverser les activités liées aux colonies de peuplement en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et à mettre en œuvre les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, notamment la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité. En outre, les dirigeants palestiniens doivent manifester leur volonté de revenir à la table des négociations en s'appliquant davantage à sceller leur unité et à régler le problème du militantisme et d'autres problèmes de sécurité intérieure. À l'évidence, la violence et les actions unilatérales ne régleront pas ce conflit qui traîne en longueur.

37. Le Nigéria réaffirme son soutien aux droits du peuple palestinien, en particulier le droit à la liberté de circulation, à l'autodétermination, à la dignité et à l'accès aux sites religieux situés à Jérusalem-Est occupée, ainsi que son droit inaliénable de vivre à l'abri des persécutions dans la poursuite de ses aspirations politiques, économiques, sociales, culturelles et religieuses.

38. **M^{me} Al-Hammadi** (Émirats arabes unis) dit que la délégation des Émirats arabes unis est sensible aux efforts que le Commissaire général de l'UNRWA et son personnel mènent sans relâche pour garantir que l'Office remplisse son importante mission et vienne en aide aux réfugiés de Palestine, en particulier les nombreuses initiatives qu'il lance pour combler son déficit de financement. L'UNRWA joue un rôle important dans la fourniture d'une assistance de base indispensable à plus de cinq millions de réfugiés de Palestine qui souffrent dans des conditions humanitaires difficiles. Grâce à ses programmes d'éducation et les autres services majeurs qu'il met en œuvre, l'Office contribue à améliorer l'avenir des réfugiés de Palestine et à garantir leurs droits. L'Office joue aussi un rôle important pour favoriser la sécurité et la stabilité dans la région.

39. Les pays donateurs doivent ainsi continuer d'apporter leurs contributions financières à l'Office. Les Émirats arabes unis en sont un des principaux

donateurs et lui ont fourni plus de 173 millions de dollars en 2017 et 2018. Dans le cadre de sa politique d'aide extérieure, le Gouvernement des Émirats arabes unis a mis l'accent sur l'éducation et la formation des formateurs pour offrir un avenir brillant aux jeunes. C'est ainsi que le Gouvernement a apporté 50 millions de dollars de contribution supplémentaire en 2018 pour appuyer les programmes d'éducation de l'Office. Il a également fourni deux millions de dollars en février 2018 à l'appui des services de santé pour garantir une alimentation suffisante en énergie des hôpitaux de la bande de Gaza.

40. Le Gouvernement des Émirats arabes unis s'emploie à trouver une solution équitable et durable à la question palestinienne pour faire cesser la souffrance du peuple palestinien et créer un État palestinien indépendant sur la base des frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale, en application des résolutions internationales pertinentes. Le Gouvernement est résolu à honorer son obligation d'appuyer toutes les causes humanitaires dans le monde et continuera de travailler avec les partenaires internationaux et les organismes des Nations Unies à cet effet.

41. **M. Husni** (Soudan) dit que la réduction arbitraire de l'aide à l'UNRWA a aggravé la situation tragique et les souffrances du peuple palestinien, dans le territoire occupé et ailleurs, provoquées par le blocus de la Puissance occupante ainsi que ses violations, violences, déplacements forcés, meurtres, détentions, confiscations, démolitions et restrictions continues aux moyens de subsistance. C'est ainsi que l'Office n'a pas pu couvrir les frais de fonctionnement des écoles, hôpitaux, programmes de réduction de la pauvreté et autres services sociaux. La réduction des contributions à l'UNRWA ne permettra pas de garantir la stabilité et la sécurité dans la région. De fait, refuser l'éducation aux enfants revient à investir dans la haine, la guerre et l'extrémisme, et peut ainsi constituer pour la Puissance occupante un danger plus grand que la guerre ou les attentats à l'explosif. Les enfants instruits sont des agents de la paix et de la coexistence. On ne saurait justifier l'arrêt de l'aide à un peuple sans défense qui a déperî sous l'occupation pendant plus de 70 ans, et qui a été victime de discrimination et de déplacements pour avoir simplement cherché à instaurer son propre État indépendant avec Jérusalem pour capitale, en application des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et du droit international. La triste situation du peuple palestinien l'incitera à résister et à poursuivre la lutte jusqu'à la réalisation de ses objectifs, en particulier le droit au retour. Ces objectifs sont accessibles et la soif de paix

dans le monde est toujours plus grande. Les défis tels que les blocus et les crises financières ont toujours unifié les nations. La délégation soudanaise exhorte toutes les nations éprises de paix à continuer d'aider et de financer l'UNRWA pour que celui-ci puisse remplir sa noble mission.

42. **M. Listov** (Fédération de Russie) dit que la délégation russe a systématiquement appelé à un financement adéquat de l'UNRWA. L'orateur déplore que le premier donateur de l'Office, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, ait décidé de cesser de le financer, et ce, compte tenu de la grande qualité des services éducatifs et sanitaires que l'UNRWA fournit dans la région. L'Office a également l'immense responsabilité de fournir une aide d'urgence aux réfugiés de Palestine en République arabe syrienne où des camps de réfugiés doivent être reconstruits, notamment le camp de Yarmouk qui a longtemps été sous le contrôle des terroristes de l'État islamique d'Iraq et du Levant et du Front el-Nosra. Contrairement à bien des organisations internationales à vocation humanitaire, l'UNRWA est resté neutre de nombreuses années en dépit des pressions extérieures, et a évité de politiser ses actions dans l'accomplissement de son large mandat.

43. Le Gouvernement de la Fédération de Russie a alloué 10 millions de dollars à verser à l'Office sur une période de cinq ans, de 2017 à 2021. Il a déjà procédé à ses premier et deuxième versements. Membre permanent du Conseil de sécurité et participant actif au Quatuor pour le Moyen-Orient, la Fédération de Russie est très désireuse de nouer des relations de respect mutuel avec les Palestiniens et de contribuer au processus de paix au Moyen-Orient. La question des réfugiés est de nature politique et concerne le statut final. Elle doit être réglée dans le cadre de négociations directes entre les parties concernées. Toute autre présentation de la situation est sans intérêt et s'écarte des fondements internationalement reconnus d'une paix au Moyen-Orient fondée sur la solution des deux États vivant côte à côte en paix et en sécurité.

44. **L'Archevêque Auza** (Observateur du Saint-Siège) dit qu'un UNRWA pleinement opérationnel reste le meilleur moyen de prévenir toute aggravation de la situation au Moyen-Orient qui grèverait davantage la communauté internationale. L'UNRWA emploie plus de 13 000 personnes à Gaza seulement, où le chômage est de 43 % environ. Malgré son action inappréciable, l'Office se heurte à présent au plus grand déficit de financement de son histoire, ses besoins dépassant de loin les contributions financières volontaires reçues. La communauté internationale doit ainsi se montrer plus sensible au sort des réfugiés dans la région et apporter à

l'Office l'aide financière nécessaire pour leur offrir les services appropriés.

45. Certains États souhaitent limiter le statut des réfugiés de Palestine aux personnes qui ont fui la Palestine en 1948 en excluant ainsi leurs descendants qui pourraient prétendre audit statut par filiation paternelle. Une définition aussi restrictive du statut est préoccupante, car elle priverait les descendants apatrides des réfugiés de la première vague du droit de demander une aide. La communauté internationale a la lourde responsabilité de faciliter l'installation des millions de réfugiés concernés et de protéger leur droit à une patrie où ils peuvent vivre en paix et en sécurité.

46. Malgré les revers et les difficultés apparemment insurmontables, le Saint-Siège réaffirme son soutien indéfectible à la solution des deux États comme seul moyen viable et durable de résoudre l'apatridie prolongée des Palestiniens. La communauté internationale doit désormais recentrer ses efforts sur la reprise de véritables pourparlers, car l'action de l'Office ne sera pas complète tant que ces négociations n'auront pas amené des résultats tangibles et durables. Le mandat actuel de l'Office, qui devrait se terminer à la fin de l'année 2020, doit bénéficier de l'appui politique nécessaire à la poursuite de son action tant que celle-ci sera nécessaire pour le bien-être des réfugiés de Palestine. À l'approche du soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la communauté internationale doit s'engager de nouveau à faire en sorte que tous les peuples, y compris les réfugiés de Palestine, puissent célébrer et exercer les droits fondamentaux énoncés dans la Déclaration.

47. **M. Krähenbühl** [Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)] dit que les difficultés financières sans précédent de l'Office ont empêché d'affirmer en janvier 2018 que celui-ci serait en mesure de poursuivre la fourniture ininterrompue de ses services. L'orateur exprime ainsi ses remerciements aux gouvernements des pays d'accueil, à la communauté des donateurs et aux États Membres qui ont appuyé l'UNRWA. Le mandat de l'Office est de caractère strictement humanitaire, ainsi que l'a défini l'Assemblée générale, et porte avant tout sur les hommes, les femmes et les enfants qui vivent des situations extrêmes. Malgré quelques critiques, l'UNRWA demeurera constant dans la mise en œuvre de son mandat en s'appuyant sur les principes d'humanité, de neutralité, d'indépendance et d'impartialité. L'UNRWA ne participe à aucune discussion ou consultation politique visant à négocier une solution au conflit. En outre, l'UNRWA n'a pas défini son propre

mandat et n'y est pas habilité. Cette responsabilité incombe exclusivement aux États Membres par l'intermédiaire de l'Assemblée générale. L'UNRWA a reçu pour mission d'offrir assistance et protection aux réfugiés de Palestine dans l'attente d'une solution équitable, durable et sans exclusive, toute suggestion contraire étant de nature à induire en erreur.

48. Laisser entendre que les réfugiés de Palestine constituent en quelque sorte une communauté unique dans le cadre du droit international, ainsi que le seul groupe à bénéficier de la transmission intergénérationnelle du statut de réfugié est inexact. Dans le cadre du droit international et conformément au principe de l'unité de la famille, les enfants de réfugiés et leurs descendants sont également réputés réfugiés dans l'attente d'une solution durable. L'UNRWA ainsi que le HCR reconnaissent les descendants de réfugiés selon ces critères qui sont communément admis dans la pratique par la communauté internationale. Les crises prolongées relatives aux réfugiés existent dans de nombreux endroits au monde, et les réfugiés de Palestine ne font pas l'objet d'un traitement à part.

49. L'existence continue de l'Office montre qu'une population de réfugiés peut recevoir un appui important et durable qui ménage des possibilités et entretient l'espoir, avec le concours des États Membres. Toutefois, cette existence continue rappelle également que les parties et la communauté internationale ont lourdement échoué à amener une solution au conflit. Les Accords d'Oslo ménagent une phase de transition de 5 à 10 ans durant laquelle l'UNRWA aura transféré ses installations, une part de son personnel et ses responsabilités à l'Autorité palestinienne naissante. Cette vision doit continuer d'inspirer la communauté internationale. Toutefois, une paix juste, durable et sans exclusive doit être instaurée avant que l'UNRWA ne soit en mesure de transférer ses équipements et installations, ainsi que l'ont toujours clairement établi l'Assemblée générale et ses États Membres.

50. La tentation existe parfois de pointer les acteurs humanitaires dans les temps difficiles, mais c'est aux parties et à la communauté internationale qu'il incombe de régler les conflits. Depuis son entrée en fonction il y a deux ans, le Secrétaire général a souligné la nécessité de s'employer davantage à prévenir et régler les conflits. Les membres du personnel de l'Office ne souhaitent pas que celui-ci demeure pour toujours. Toutefois, ils vivent et interviennent aux premières lignes de la lutte contre la souffrance humaine et sont parfaitement bien placés pour observer les conséquences humaines d'un conflit armé non réglé. Le personnel de l'UNRWA exhorte la communauté internationale et les parties à se montrer plus

courageuses et déterminées dans la lutte contre les causes sous-jacentes de ces incidences. Même si l'UNRWA cesse d'exister, il y aura toujours des réfugiés de Palestine dont les besoins devront être satisfaits conformément au droit international. À cet égard, aucune autre véritable solution n'existe pour remplacer l'UNRWA, comme l'ont signalé de nombreux participants.

51. Les règles et les obligations qu'imposent les Conventions de Genève et le droit international humanitaire, qui régissent les conflits armés, s'appliquent à toutes les parties, aussi bien les acteurs étatiques que non étatiques. Insister davantage sur les violations commises par le camp opposé est humain, mais il faut beaucoup de courage pour reconnaître et analyser les atteintes commises par son propre camp ou par un camp que l'on appuie. Il en faut plus encore dans un contexte comme celui qui oppose Israël et la Palestine, étant donné les événements extrêmement inquiétants qui s'y produisent tous les jours.

52. La générosité financière des États Membres et leurs solides manifestations d'aide et de confiance à l'UNRWA sont remarquables. Nombre d'entre eux ont déclaré que 2019 restera une année très difficile. Toutefois, plusieurs États Membres se sont dits déterminés à maintenir les niveaux de financement de 2018, et de nombreux États se sont déjà engagés dans des accords pluriannuels. Plusieurs décennies sont nécessaires pour reconstruire des infrastructures et rétablir les services dans les zones de conflit au niveau national et international. L'Office compte 711 écoles, 140 centres de soins de santé et des dizaines d'autres installations relevant du cadre institutionnel du Moyen-Orient. Dès la conclusion d'un accord de paix, ces institutions pourront être transférées à un État palestinien indépendant, vivant côte à côte avec Israël dans la paix et la sécurité.

Déclarations faites au titre du droit de réponse

53. **M. Bachman** (Israël) dit que la délégation israélienne est reconnaissante de l'aide humanitaire fournie par l'UNRWA aux Palestiniens et souhaite rappeler à la communauté internationale les événements qui ont conduit au problème des réfugiés de Palestine. En 1947, les Juifs ont accueilli avec joie la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale qui proposait la création de deux États. Toutefois, les Palestiniens et le monde arabe l'ont catégoriquement rejetée et ont déclenché une guerre contre Israël. Ils ont en effet cru pouvoir éliminer le « prétendu État d'Israël » en estimant qu'une présence juive composée principalement de survivants de l'Holocauste serait incapable de résister à de puissantes armées arabes

organisées. Toutefois, Israël est sorti miraculeusement vainqueur du conflit, et le problème palestinien existe depuis lors.

54. La tradition, devenue un rituel, consistant à blâmer Israël est à revoir, car la responsabilité des Palestiniens et du monde arabe n'est pas moindre. Ceux-ci peuvent et doivent aider à régler le problème au lieu de l'entretenir dans le souci d'étrangler l'État d'Israël. Les Palestiniens n'ont fait montre d'aucune bonne volonté pour négocier avec Israël. Par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, ceux-ci ont tenté d'obtenir par des moyens politiques ce qu'ils n'ont pu avoir par la guerre. À l'Organisation des Nations Unies, la grande majorité des voix soutient la Palestine, tandis qu'Israël, petite démocratie au Moyen-Orient, a seulement une voix à offrir. Les décisions prises à la majorité sont très démocratiques, mais les décisions et résolutions ainsi adoptées, trop souvent, ne sont pas les bonnes et, à l'évidence, ne favorisent pas la paix au Moyen-Orient.

55. Certains États Membres ont invoqué le droit au retour comme unique solution au problème des réfugiés de Palestine. Toutefois, d'autres organismes voués à l'atténuation de la souffrance des réfugiés, tel le HCR, proposent également des solutions différentes. Le rapatriement peut constituer une préférence stratégique, mais il n'est ni un droit ni une obligation. Il ne saurait primer toutes autres considérations ni être garanti à tout prix. À l'inverse de l'UNRWA, le HCR œuvre également à l'insertion des réfugiés dans les États d'asile ou à leur réinstallation dans des pays tiers, en particulier dans les cas de conflit, comme celui qui oppose les Palestiniens et Israël. Ces solutions sont indispensables pour répondre au problème des réfugiés de Palestine. En effet, l'insistance erronée que l'Organisation des Nations Unies met traditionnellement sur le droit au retour fait le jeu de ceux qui cherchent à entretenir le conflit en accroissant le nombre de réfugiés. La résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, qui est non juridiquement contraignante, ne reconnaît pas aux réfugiés de Palestine le droit au retour. Les pays arabes ont à l'époque rejeté cette résolution précisément pour cette raison, et aussi parce la reconnaissance d'Israël y était implicite. Néanmoins, aujourd'hui, leur interprétation subjective et incorrecte de ladite résolution les porte à y voir la reconnaissance d'un droit exclusif, unique, individuel, supérieur et non négociable aux réfugiés de Palestine. Fournir une aide humanitaire ne consiste pas à entretenir des millions de personnes dans l'illusion qu'ils pourront exercer leur droit au retour vers une patrie qu'ils n'ont jamais quittée ni habitée. Cette

position aggrave la situation des Palestiniens et éloigne les espoirs de paix.

56. Les Palestiniens n'ont jamais montré la moindre volonté de revenir sur leur rêve de Grande Palestine en lieu et place d'Israël. Aussi bien dans la vie politique que dans l'éducation et la culture, la société palestinienne continue d'entretenir l'objectif du retour, qui contredit la logique de réconciliation et de paix que les Palestiniens mettent en avant. Il est hypocrite d'appeler à la création d'un État-nation palestinien tout en exigeant le droit d'installer les réfugiés dans un autre État, en Israël. Aucun droit de ce type n'est garanti par le droit international, ni n'a été créé par aucune résolution pertinente de l'Organisation des Nations Unies ni aucun accord conclu entre Israël et ses voisins arabes.

57. La réinstallation n'est pas possible dans le cadre du mandat de l'UNRWA. L'Organisation des Nations Unies doit procéder au règlement du problème des réfugiés de Palestine au lieu de le laisser s'amplifier avec le temps. Malheureusement, les offres de paix du Gouvernement israélien ont été rejetées par le peuple palestinien, désormais scindé en deux territoires. Le premier rejette catégoriquement l'existence même de l'État d'Israël tandis que le deuxième parle de paix sans réellement œuvrer pour y parvenir. La délégation israélienne exhorte les Palestiniens à se réconcilier et à comprendre que le droit au retour ne réglera pas le problème des réfugiés. Aucun retour ne se fera vers Israël ; l'État palestinien qui sera instauré sera l'État des Palestiniens, y compris des réfugiés.

58. **M^{me} Abdelhady-Nasser** (Observatrice de l'État de Palestine) dit que chaque pays a sa propre histoire nationale. Toutefois, un récit national qui travestit ou nie la réalité historique n'est que propagande insultante à bannir des concertations diplomatiques. Les événements actuellement examinés ont eu lieu il y a un peu plus de 70 ans. En 1947 et 1948, plus de 800 000 Palestiniens ont été chassés de leurs domiciles dans la Palestine sous mandat. Certains ont été expulsés tandis que d'autres ont fui la politique de terreur, de meurtres et de destructions imposée par les milices juives. Quel que soit le camp qui est à l'origine du conflit, les Palestiniens ont été systématiquement déracinés et empêchés de revenir chez eux. Cela n'a pas constitué un simple dommage collatéral de la guerre. Les Palestiniens auraient dû avoir la possibilité de recouvrer leurs foyers, leurs terres et leurs biens lorsque les hostilités ont cessé en vertu des accords d'armistice israélo-arabes de 1949. Toutefois, il est notoire qu'Israël n'a pas souhaité que la population arabe palestinienne vive dans ce qui est devenu l'État d'Israël. Celui-ci a estimé normal de s'accrocher aux terres qu'il a

conquises et confisquées durant la guerre, s'arrogeant un territoire bien plus vaste que ce que lui attribuait le Plan de partage de la Palestine. L'État d'Israël n'a toutefois pas autorisé des centaines de milliers de civils qui attendaient dans les camps de réfugiés en 1949 à retourner dans leurs foyers pour vivre en paix. Ce nettoyage ethnique intentionnel et délibéré a été pleinement attesté, en tout premier lieu par les historiens israéliens. Israël porte la responsabilité première de cette tragédie humaine. Il n'a pas autorisé le retour des réfugiés et a rasé domiciles et villages pour nier avec cynisme l'existence même des Palestiniens et prétendre que ceux-ci n'avaient aucun droit, en particulier le droit au retour.

59. Le peuple palestinien n'entend pas réclamer un retour, mais affirme un droit que partagent tous les réfugiés dans le monde. Israël doit cesser de mettre en avant seulement ce qui lui convient, citant la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale, qui a établi le partage de la Palestine et conduit à la création d'Israël, puis alléguant le caractère non contraignant des résolutions de l'Assemblée générale pour dénigrer le droit au retour du peuple palestinien, qui a été affirmé dans la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale. Les instruments internationaux ont réaffirmé et cité plus de 150 fois le droit au retour au point qu'ils l'ont pratiquement érigé en droit international coutumier. Les réfugiés de Palestine ont des droits incontestables et indubitables au regard de la résolution 194 (III) et des principes fondamentaux du droit international.

60. L'oratrice exhorte le représentant d'Israël à cesser de déshumaniser le peuple palestinien et de déprécier le reste de la communauté internationale parce que celle-ci n'a cessé de réaffirmer les droits dudit peuple. Reconnaître ces droits ainsi que les injustices, les souffrances et les indignations que les Palestiniens ont eues à éprouver constitue la première étape sur la voie d'une solution équitable et consensuelle conforme à la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale et à l'Initiative de paix arabe, auxquelles le Gouvernement palestinien est attaché. Le Gouvernement israélien pourra commencer à réellement concevoir et instaurer une paix et une coexistence authentiques une fois réalisées et acceptées les aspirations nationales légitimes du peuple palestinien. Les dirigeants palestiniens y sont pleinement attachés et ont négocié de bonne foi à cette fin depuis la conclusion des accords d'Oslo il y a un peu plus d'un quart de siècle. Malgré le discours actuel d'Israël, la délégation palestinienne demeure foncièrement attachée à une solution pacifique fondée sur le droit international, les résolutions pertinentes et l'Initiative de paix arabe. Le Gouvernement palestinien attend d'un partenaire

israélien qu'il réalise cette paix, contrairement aux agissements du Gouvernement israélien actuel qui cherche très certainement à imposer le Grand Israël, en violation absolue du droit international, des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et des droits inaliénables du peuple palestinien. Enfin, la délégation palestinienne sait gré à la communauté internationale de lui avoir plusieurs fois réaffirmé son soutien.

61. **M. Bachman** (Israël) dit que le Gouvernement israélien a reconnu le droit des Palestiniens à créer leur propre État et a accepté le principe d'une solution fondée sur deux États. Les Palestiniens doivent régler le problème des réfugiés de Palestine dans le cadre de leur futur État. Toutefois, le droit au retour en Israël ne saurait s'ajouter à la création d'un État palestinien.

62. Le Gouvernement israélien souhaite la meilleure existence possible aux Palestiniens. Malheureusement, les Palestiniens sont divisés et leurs dirigeants ne cessent de les fourvoyer. Le clivage est incroyablement profond, au point que seule peut-être la détestation mutuelle des deux parties l'emporte sur leur haine anti-israélienne. Le Gouvernement israélien souhaite pouvoir négocier la paix avec un dirigeant palestinien qui fédérerait tous les Palestiniens. Toutefois, le Président palestinien, en fonction depuis 13 ans, a dépassé la durée de son mandat initial sans être reconduit à son poste par de nouvelles élections. En outre, celui-ci ne peut même pas visiter la moitié de ses électeurs à Gaza. L'orateur se demande comment dans ses conditions Israël peut être considéré comme l'obstacle à la paix. Le Gouvernement israélien exhorte les Palestiniens à un peu plus de franchise avec eux-mêmes de manière à reconnaître la vérité. L'État d'Israël existe et l'examen de toutes autres solutions au problème des réfugiés de Palestine ne saurait constituer une reconnaissance d'Israël. Le retour chez eux de 5,4 millions de Palestiniens signifierait la fin de l'État d'Israël. Ainsi, l'orateur affirme de nouveau qu'il n'y aura pas de droit au retour. Une solution au problème des réfugiés de Palestine est à trouver dans le cadre d'un futur État palestinien.

La séance est levée à 12 h 25.